

## Vers une militarisation de la mer Caspienne ? Le projet de la CASFOR

**Annie Jafalian**

Chargée de recherche

(30 octobre 2005)

Le 21 octobre 2005, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, de retour du Turkménistan, annonçait qu'une force militaire conjointe, la CASFOR (« Caspian Force »), était en cours de formation<sup>1</sup>. Cette force serait chargée d'assurer la sécurité de la mer Caspienne, riche en ressources énergétiques. La visite de Sergueï Lavrov en Asie centrale apparaît, à certains égards, comme une « réponse asymétrique » de la Russie aux États-Unis<sup>2</sup>. Une semaine plus tôt, les 10-13 octobre 2005, la Secrétaire d'État américaine, Condoleeza Rice, était en visite dans la région, notamment au Kazakhstan, où elle évoquait l'importance de la coopération des deux pays en matière de sécurité<sup>3</sup>. L'administration américaine y soutient, par exemple, le développement d'une Garde caspienne (« Caspian Guard ») visant également à sécuriser la zone maritime. En appelant les États littoraux de la mer Caspienne à garantir eux-mêmes la stabilité de leur territoire, le ministre russe des Affaires étrangères semblait adresser un signal à Washington. Le projet de la CASFOR constitue, de fait, une illustration des difficultés de la Russie à accepter la présence d'acteurs extérieurs au sein de l'espace post-soviétique sans réagir pour tenter de préserver son influence dans la région.

<sup>1</sup> Conférence de presse de Sergueï Lavrov, à l'issue de sa rencontre avec le président turkmène, Saparmourad Nyazov, à Achkhabad, le 20 octobre 2005, retranscrite par le service de presse du ministère russe des Affaires étrangères, <http://www.in.mid.ru>

<sup>2</sup> Sergey Strokan, « Sergey Lavrov Follows Footsteps of Condoleeza Rice' » *Kommersant*, 20 October 2005.

<sup>3</sup> Discours de Condoleeza Rice à l'occasion de sa visite au Kazakhstan, à la *Eurasian National University*, à Astana, le 13 octobre 2005, disponible sur le site du département d'État américain, <http://www.state.gov>

## Une nouvelle impulsion pour la CASFOR

Le projet de création de la CASFOR n'est pas nouveau. Il a été évoqué dès 2002 par les officiels russes. Le 10 août de cette même année, le ministre de la Défense, Sergueï Ivanov, déclarait qu'une force militaire conjointe pourrait être créée avec le Kazakhstan afin de sauvegarder la sécurité de la mer Caspienne. Il assistait alors aux exercices navals de la Flottille russe de la Caspienne, visant à promouvoir la lutte contre le terrorisme, les trafics de drogue et le crime organisé<sup>4</sup>. Ces exercices ont consisté en des opérations de protection des puits de pétrole et des oléoducs de la région, ainsi qu'en des plans d'assauts contre des groupes militants. Reposant sur une flottille dont les capacités avaient été largement augmentées, ils sont également apparus comme une manifestation de force de la Russie, à une époque où les États-Unis projetaient leur puissance militaire en Asie centrale.

A partir du 11 septembre 2001, l'administration américaine a en effet intensifié sa coopération militaire avec les républiques d'Asie centrale. Elle a sensiblement augmenté les montants de son assistance fournie aux États de la région au titre des programmes de sécurité. Des troupes américaines ont, par ailleurs, été déployées en Ouzbékistan (base de Karsi-Khanabad) et au Kirghizstan (base de Manas), en soutien à l'intervention en Afghanistan, tandis qu'était à nouveau soulevée – dans les médias – l'hypothèse d'une installation de bases OTAN en Géorgie et en Azerbaïdjan. Parallèlement, la Russie développait – de même – son partenariat stratégique avec les États-Unis, devenu une priorité dans son agenda de politique étrangère.

Difficile à réaliser en 2002, l'initiative russe a été réactivée en 2005. En février de cette année, Alexandre Golovin, chargé du Groupe de travail sur la Caspienne au ministère russe des Affaires étrangères, préconisait la formation d'une force navale de la mer Caspienne sur le modèle de celle créée pour la mer Noire<sup>5</sup>. L'idée fut reprise au mois de juillet par Yuri Startsev, commandant de la Flottille de la Caspienne, dans le cadre d'une conférence internationale organisée à Astrakhan sur la sécurité de la région<sup>6</sup>. Mais ce n'est qu'en octobre 2005 que la CASFOR a été concrètement évoquée par le ministre russe des Affaires étrangères. Mentionnant le projet dans le cadre de sa visite au Turkménistan, Sergueï Lavrov en a de nouveau défendu le principe à l'occasion de sa rencontre à Moscou – le 24 octobre 2005 – avec son homologue iranien, Manouchehr Mottaki<sup>7</sup>.

---

<sup>4</sup> Sergei Blagov, « Russia Makes Waves in the Caspian », *Asia Times*, 16 August 2002.

<sup>5</sup> « Russia Advocates Caspian Rapid Reaction Force », *RIA Novosti*, 17 February 2005. La Blackseafor a été créée le 2 avril 2001 en vue d'améliorer la sécurité dans la mer Noire.

<sup>6</sup> « International Security Conference Underway on Caspian Flotilla Flagship », *Tass*, 14 July 2005.

<sup>7</sup> « Russia Interested in Iran Joining Caspian Security Group », *Interfax-AVN*, 28 October 2005, vol. 43, n° 214.

## La « Garde caspienne » : du concept à la mise en œuvre

Le projet de la CASFOR a été remis à l'ordre du jour au moment où celui de la Garde caspienne, soutenu par les États-Unis, a formellement pris corps. Engagée en 2003 par le Secrétariat américain de la Défense, la formation de la Garde caspienne a pour objet d'aider l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan à lutter contre les trafics d'armes et le terrorisme par l'établissement d'un régime intégré de contrôle aérien, maritime et frontalier. Au début de l'année 2005, le général James Jones, commandant de l'US EUCOM, a constaté les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ce programme<sup>8</sup>. Alors que l'oléoduc Bakou-Ceyhan était inauguré au mois de mai, le Pentagone poursuivait ses efforts et annonçait, en août 2005, que 130 millions de dollars seront alloués au cours des six prochaines années au profit du projet<sup>9</sup>. L'ambassadeur américain en poste en Azerbaïdjan, Reno Harnish, a ainsi fait état, le 12 octobre 2005, de la construction d'une station radar à Bakou, s'inscrivant dans le cadre de la prévention contre la prolifération des armes de destruction massive dans la Caspienne<sup>10</sup>.

L'initiative russe a également été relancée dans un contexte où le positionnement des États-Unis en Asie centrale était susceptible d'évoluer. Le 29 juillet 2005, l'ambassade américaine à Tachkent a reçu une note du ministère ouzbek des Affaires étrangères appelant les États-Unis à retirer leurs forces de la base aérienne de Karshi-Khanabad dans un délai de six mois<sup>11</sup>. Consécutive à la crise politique déclenchée par les événements d'Andijan, cette demande a provoqué de nombreuses spéculations quant à la réaction possible de Washington. La rumeur s'est intensifiée quant à la perspective d'un redéploiement des forces américaines dans les républiques voisines de l'Ouzbékistan, notamment le Turkménistan<sup>12</sup> et l'Azerbaïdjan<sup>13</sup>. A maintes occasions, l'administration américaine a démenti les informations rapportées par les médias, sans pour autant parvenir à lever les inquiétudes – particulièrement manifestes dans la presse russe.

\*\*\*

---

<sup>8</sup> General James Jones, audition devant le Sénat, Commission des forces armées, 1<sup>er</sup> mars 2005.

<sup>9</sup> Russ Rizzo, « Pentagon Aims to Bolster Security in Caspian Sea Region », *Stars and Stripes*, 10 August 2005.

<sup>10</sup> « U.S.-Assisted Radar Built in Baku », *Interfax-AVN*, 14 October 2005.

<sup>11</sup> Demande approuvée par le Parlement ouzbek le 26 août 2005.

<sup>12</sup> « Is Washington Exploring a Base Deal with Turkmenistan? », *Eurasia Insight*, 31 August 2005.

<sup>13</sup> « Faut-il s'attendre à l'installation d'une base militaire russe en Azerbaïdjan? », *Caucas.com*, 4 octobre 2005.

La Russie parviendra-t-elle à fédérer les États riverains de la mer Caspienne autour de la CASFOR ? L'Iran et le Turkménistan, relativement isolés, pourraient être intéressés par cette initiative. Mais c'est surtout la position de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan, jusqu'alors réservée, qui sera déterminante. Soutenus par les États-Unis dans le cadre de la Garde caspienne, ces deux pays sembleraient peu enclins au projet de la CASFOR. Favorable à un mécanisme intra-régional de contrôle et d'équilibre des forces, le Kazakhstan y serait toutefois plus disposé que l'Azerbaïdjan, qui préconise quant à lui une démilitarisation de la mer. La prochaine conférence pour la CASFOR, prévue le 22 novembre 2005, sera l'occasion – pour Moscou – de faire valoir ses arguments. Pour l'heure, la réactivation du projet n'apparaît que comme une manifestation symbolique de l'attachement de la Russie à maintenir sa puissance dans un espace géopolitique désormais ouvert et fragmenté.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur*